



Cap sur les élections communales 2018 :
chaque samedi, L'Avenir vous fait découvrir
votre commune de façon inédite
#DestinationCommunes
destinationcommunes@lavenir.net

Les enfants ne vo

L'ENQUÊTE DE LA LIGUE DES FAMILLES

Ce que les parents attendent vraiment

Une enquête de la Ligue des familles atteste : les parents réclament plus de places pour leurs enfants. Ciblées, les Communes reçoivent un bulletin fort moyen.

• Dominique VELLANDE

Des places, des places et encore des places. Les résultats de l'enquête de la Ligue des familles offrent le visage de parents démunis face à ce qu'ils considèrent comme une carence évidente : l'accueil de la petite enfance n'est pas suffisamment rencontré en communauté française. C'est surtout le cas dans les crèches où 8 parents sur 10 le dénoncent. C'est aussi le cas dans le fondamental (maternelles et primaires) avec 7 parents sur 10 qui disent éprouver des difficultés. Un constat inquiétant et qui renvoie à de multiples responsabilités. Dont celui des Communes qui, dit la Ligue, sont un levier essentiel du soutien à la parentalité. En clair, les Communes n'en feraient pas assez même si la Ligue admet que leurs moyens ne sont pas illimités. Ceci dit, il ne faut pas exagérer : la situation est surtout critique (et connue) à Bruxelles où l'explosion démographique a mis la plupart des écoles du fondamental en tension. Sans compter les crèches où la situation était catastrophique En province de Luxembourg,

la situation semble maîtrisée. Avec moins de confort, c'est aussi le cas pour les provinces de Namur, Hainaut et Liège. Le Brabant wallon vit une situation inconfortable (pour les crèches, on verra en page 4 que c'est encore plus compliqué).

DES CLASSES RÉNOVÉES

En dépit de programmes d'investissements importants, aller à l'école n'a rien d'une vie de palace. On a beaucoup aménagé, agrandi et aussi... bricolé. Les parents ne s'y trompent pas : un module en préfabriqué, on sait qu'il y fait trop froid en hiver et trop chaud en été. Et ces fameux portacabin, initialement prévus pour du court terme, sont devenus des solutions structurelles dans de nombreuses écoles. Cela permet de comprendre que 90 % des 5 600 personnes ayant répondu à cette enquête de la Ligue considèrent qu'il est urgent de rénover les écoles. Et là, pas question de décerner la palme à quiconque : ce besoin d'avoir des écoles plus confortables est répandu partout.

UNE GRATUITÉ RELATIVE

L'école gratuite, c'est un droit. « Mais on viole la Constitution en permanence », explique Delphine Chabbert, présidente de la Ligue des familles. La partie dans le budget consacrée à la scolarité est trop élevée. Et pour les crèches, même si les crèches conventionnées pratiquent des tarifs qui sont fonction des revenus des parents, cela revient fort cher pour les ménages moins aisés. » Sans compter qu'une partie de l'accueil est

aussi assurée par des accueillantes non conventionnées et dont les tarifs sont dès lors plus élevés.

On comprend donc que 7 parents sur 10 réclament que les fournitures scolaires soient gratuites. De même que la même proportion de parents déplore que la crèche leur coûte trop cher.

On notera, dans la foulée, qu'une majorité de parents sollicitent davantage d'initiatives pour la halte garderie ou la garde pour enfants malades.

DE VÉRITABLES CHOIX POLITIQUES

Les Communes ne sont certes pas responsables de l'entière de ce constat de carence. Mais ce sont elles qui, en fin de compte, sont ou non porteuses de projets. « On constate souvent que des subsides pour l'accueil de la petite enfance sont proposés par l'ONE ou la Fédération Wallonie-Bruxelles mais qu'ils ne sont pas complètement utilisés. Un peu comme si certaines Communes hésitaient à monter des dossiers. Il y a certes des contingences financières mais avant tout, ce sont donc de véritables choix politiques. ■

Au-delà des contingences financières rencontrées par les Communes, l'accueil de la petite enfance répond aussi à de véritables choix politiques.



DELPHINE CHABBERT

Les Communes devraient beaucoup plus s'investir

Delphine Chabbert (1), votre enquête semble pointer des problèmes qui ne sont pas neufs...
Je trouve cela fort inquiétant car cela signifie que les réponses du Public ne sont pas à la hauteur. Alors que de fait, cette priorité n'est pas neuve.
Vous ciblez les Communes au regard des prochaines élections : quel est le message ?
Les Communes sont des leviers essentiels du soutien à la parentalité. On aimerait qu'elles s'investissent davantage. Dans les crèches, dans les écoles mais aussi dans l'accueil extrascolaire qui, aujourd'hui, est devenu un vrai milieu de vie pour les enfants.
Vous pointez des carences mais il semble difficile d'évaluer les besoins...
C'est assez incroyable en effet : le

politique paraît naviguer à vue. Pour les crèches, nos interlocuteurs relativisent la carence...
Oui parce que les parents trouvent toujours une solution. Mais c'est du bricolage. On réduit son temps de travail, on se tourne vers la famille ou, plus grave, des parents sont contraints de payer beaucoup plus cher que ne leur permet leur budget. L'accueil privé se développe plus que le public : faut-il craindre une privatisation progressive ?
Je ne pense pas que le danger soit là. Les crèches ne sont heureusement pas un secteur où les profits sont possibles. le secteur est bien régulé. En revanche, cela pose un problème d'accessibilité financière pour les parents.
La place dans les écoles ne serait pas non plus un problème...



D.Chabbert : « Les réponses du Public ne sont pas à la hauteur »

Si, bien sûr que si. En outre, les parents ont raison de pointer l'état de délabrement des écoles. C'est stupéfiant car il s'agit pour les Communes de leur patrimoine : elles savent que ne pas les entretenir coûtera plus cher par la suite. D.V.
> (1) Présidente de la Ligue des familles

ÉCLAIRAGES

Le Wallon fait moins de bébés mais la population augmente

À moins de supposer que le manque de places soit un phénomène structurel de la petite enfance, certains chiffres peuvent étonner. Cela faisait une vingtaine d'années que le chiffre était stable : environ 40 000 enfants naissaient chaque année en Wallonie. La crise de 2008 a toutefois ramené la courbe de fécondité dans une tendance baissière. Normal, l'incertitude n'encourage pas à faire des bébés. « Il suffit de voir en Italie ou en Espagne : le taux de fécondité y est extrêmement bas. Ce qui n'est pas le cas de la Belgique », analyse Marc Debuissou, démographe à l'Iweps. Jusqu'en 2015, le taux de fécondité était donc en baisse. « Mais on s'attend à une



stabilisation et puis une hausse », avertit Marc Debuissou. Cela dit, le démographe souligne que globalement, on reste dans une population croissante. Qu'il ne faut donc pas tout lier avec la fécondité. Cette population en hausse correspond ici à des phénomènes migratoires. C'est surtout le cas à Bruxelles. En clair, des crèches et des écoles, il en faudra toujours davantage. D.V.

tent pas mais ont besoin de places



Les Communes doivent mener une politique dynamique pour l'accueil de la petite enfance : aux yeux des parents sondés par la Ligue des familles, l'effort n'est pas suffisant.

PAROLE D'ÉLUS

Oui, c'est un service essentiel

Gembloux est une commune moyenne. Héron est une petite commune. Tant chez l'une que l'autre, l'échevin de la Petite Enfance soutient qu'il ne manque pas de places ni dans les crèches ni dans les écoles. Un exploit ? « Je n'en sais rien. A un moment donné, j'ai senti qu'on pouvait forcer, explique Gauthier de Sauvage, l'échevin gembloutois. On a donc élargi notre offre en matière de crèches et ça a plutôt bien fonctionné. En fait, notre baromètre, c'est quand je vois la situation dans les crèches privées. Si elles commencent à devoir accueillir des enfants venant de communes voisines, on peut se dire que la Commune propose assez de places publiques. Mais nous avons d'excellents contacts avec les structures privées à qui nous offrons d'ailleurs des primes. Le but c'est que les parents puissent faire un choix et que l'offre soit donc suffisante. »

À Héron, le discours de Christophe Mathieu est semblable. « Nous étions de mauvais élèves : beaucoup de familles venaient s'installer chez nous et les places manquaient. On a donc profité des appels à projets que lançaient conjointement la Communauté Wallonie-Bruxelles



Foto - Florent Marot

Gauthier de Sauvage : « A un moment donné, j'ai senti qu'il fallait forcer »

et la Région wallonne. On a donc plus que doublé notre capacité d'accueil dans les crèches. »

Même topo pour les écoles où tant à Gembloux qu'à Héron, les listes d'attente n'existent pas. « Nous avons des implantations dans les villages. Tant la crèche que l'école du village sont des vecteurs d'intégration », explique Gauthier de Sauvage. « Je sais que ça va finir par coïncider et on va devoir faire preuve de créativité. Par exemple en réaffectant des bâtiments communaux », poursuit Christophe Mathieu. Plutôt fiers de leur bilan, ces deux échevins l'assurent : au collège, la petite enfance est une priorité. « Tout le monde est conscient qu'il s'agit d'un service essentiel de la Commune. »

D.V.

Écoles : temporaires, les portacabin ont fini par être permanents

Si les affreux « portacabin » sont un puissant symbole de l'inconfort dans les écoles, d'autres soucis existent. L'enseignement communal n'a évidemment pas l'apanage de bâtiments qu'il conviendrait de rénover. Mais il n'est pas mieux loti.

« Il n'y a pas assez d'argent pour satisfaire toutes les demandes », résume Carlo Gianone (Conseil de l'enseignement communal et provincial). Ainsi, le dernier programme de travaux urgents proposait 23 millions d'euros de subsides. Des projets pour un montant de 90 millions ont été rentrés par les écoles. « On cible plutôt des travaux qui peuvent se faire rapidement et qui ne coûtent pas trop cher », enchaîne Dominique Luperto (CECP). « On sait qu'il faut parfois dix ans pour faire une nouvelle école. Les solutions plus réactives sont donc



BELGA

privilegiées. De même que les choix se portent plus volontiers sur des communes dites en tension démographique ». Ouvrir de nouvelles places dans les écoles correspond à des subsides spécifiques. En revanche, la rénovation de sécurité ou de confort est également très importante. « Je viens d'avoir le cas d'une école où toute son électricité devait être remise à

neuf. Le budget était de 400 000 euros. Les exigences augmentent », explique Carlo Gianone. « On a aussi énormément d'écoles qui doivent remplacer une chaudière. Sans compter toutes celles qui sont encore équipées de simples vitrages. »

Rien que pour l'enseignement communal et provincial, il existe un petit millier d'écoles en Wallonie. Lesquelles comprennent environ 1 850 implantations. Le chantier est donc immense. En 2017, 253 969 enfants étaient dans une école communale ou provinciale. Dont 158 552 en primaire et 94 144 en maternelle. Soit la moitié des élèves de ces tranches d'âge. Et, à moins que ce soit consigné discrètement, on n'a aucune idée de ce que coûterait le fait de les installer dans des écoles remises à neuf.

D.V.

Une plateforme où les parents peuvent faire leur marché

Comment savoir si telle ou telle école a encore une place pour accueillir un enfant ? Depuis 2015, une plateforme digitale existe. Baptisée PLAF (Places d'accueil dans l'enseignement fondamental), ce programme interface l'offre et la demande. Ce sont les écoles qui encodent leurs places encore disponibles ou bien au contraire signalent qu'elles sont complètes. Les autres utilisateurs, ce sont les parents qui peuvent ainsi, via plusieurs fonctionnalités (localisation, rayon de kilomètres, réseaux...) affiner leurs recherches. Sur papier, l'idée est plutôt intéressante, mais ces données sont-elles fiables ? « Pour les écoles, il s'agit d'une obligation décréte et nous le rappelons souvent. Il arrive que



des parents nous alertent et on envoie alors un courrier de rappel aux écoles qui ne seraient pas à jour. C'est plutôt rare », explique Laura Bitheres, responsable de la plateforme. Cette dernière est aussi utilisée par des associations aidant les familles plus précarisées et qui n'ont pas toujours la capacité de rechercher une école pour leur(s) enfant(s).

D.V.

> <http://www.placescolesmaternellesetprimaires.cfwb.be/>